

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 164 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2925 - Prix : 1€



**Budget : assurer la
continuité de
l'austérité**

Page 3

**STOI : grève d'une
semaine des chauffeurs
de bus pour les salaires**

Page 7

**Nouvelle-Calédonie
Offensive générale contre
les travailleurs**

Pages 12

Le véritable chef du gouvernement, c'est le grand capital

Quelle sera la composition du prochain gouvernement ? De quels partis seront issus les ministres ? Combien de temps tiendra-t-il avant d'être renversé ?

Tout cela préoccupe les politiciens mais beaucoup moins les classes populaires, confrontées aux dépenses de la rentrée scolaire, aux menaces de perdre un emploi, aux attentes interminables aux Urgences et aux mille galères de la vie quotidienne.

Affirmant que « personne n'a gagné » et voulant continuer à régner malgré sa double défaite électorale, Macron voudrait un front allant de LR au PS en excluant le RN et LFI. Les partis rechignent à accepter car les macronistes resteraient au centre du jeu, et cela reviendrait à se saborder en cas de nouvelle dissolution.

De son côté, la gauche rassemblée dans le NFP, qui n'a qu'une majorité relative à l'Assemblée, a défendu tout l'été la nomination de Lucie Castets, une énarque étrangère au monde du travail. Elle affirme vouloir revenir sur la retraite à 64 ans et porter le Smic à 1600 euros. Ces mesures, même très modestes, soulèvent l'indignation de tous les chiens de garde du patronat. Avec ou sans ministres LFI, l'idée de la moindre concession aux travailleurs les révolte.

Pourtant, en disant « qu'il faudra chercher des compromis », Lucie Castets se montre prête à revenir sur ces promesses. À chacun de ses passages au pouvoir, même quand elle avait une majorité absolue, sous Mitterrand, Jospin ou Hollande, la gauche s'est soumise aux exigences de la finance et des capitalistes et a ainsi trahi les travailleurs.

En Grande-Bretagne, la gauche est revenue au pouvoir avec une large majorité. Mais, au prétexte que les conservateurs ont laissé les caisses vides, le nouveau Premier ministre travailliste annonce des coupes massives dans le bouclier tarifaire pour les factures d'énergie dont bénéficient les classes populaires. Il n'envisage pas une seconde de taxer la bourgeoisie !

Quel que soit le pays, quelles que soient les coalitions au pouvoir et la couleur politique du Premier ministre, la feuille de route de tous les gouvernements est écrite par la grande bourgeoisie. Partout, elle exige que la part des richesses qui revient aux classes populaires, sous forme d'éducation, de santé ou de pouvoir d'achat, soit réduite au minimum.

Dans une économie en crise où la concurrence est impitoyable, les capitalistes refusent de céder une miette de leurs profits pour augmenter les salaires ou financer les retraites.

Ils exigent que toutes les dépenses de l'État leur reviennent sous forme d'aides, de subventions ou de commandes diverses. Que leur importe si la population ne peut plus se soigner ! Que leur importe si des quartiers se délitent !

Avec ou sans gouvernement, les États sont là pour mettre en musique ces exigences. Ainsi, même sous un gouvernement « démissionnaire », les hauts fonctionnaires du ministère de l'Économie ont préparé le budget 2025. Sous prétexte de réduire le déficit public et de rembourser une dette colossale, ils ont déjà préparé un budget d'austérité qui prévoit 10 milliards d'euros de coupes.

Le seul budget sanctuarisé est celui de l'armée, car ceux qui dirigent préparent ouvertement les prochaines guerres. Ils s'apprentent à défendre par les armes ce que tous les politiciens appellent « les intérêts de la France » mais qui sont en réalité les intérêts de Total, Bolloré ou Dassault, en rivalité avec leurs concurrents pour se disputer les marchés.

Il n'y a pas d'argent pour les salaires, les écoles et les hôpitaux mais les milliards coulent à flots pour les marchands d'armes, l'industrie du luxe et les banquiers !

Ces milliards accumulés sont utilisés pour racheter et revendre des actions et spéculer à tout va. L'économie mondiale est un vaste casino qui peut connaître un krach financier du jour au lendemain et déclencher des faillites en cascade. Un tel scénario est de plus en plus redouté par les banquiers centraux, incapables de l'empêcher. Alors, pour défendre nos conditions d'existence et notre avenir, il n'y aura ni bon gouvernement ni bon parlement. Tant que nous ne renverserons pas la dictature de la classe capitaliste sur la société, nous serons condamnés à verser notre sueur, notre sang et nos larmes pour assurer les profits d'une minorité de riches parasites.

Alors, plutôt que de s'en remettre à des partis qui se battent pour gérer le système en fournissant des ministres dévoués au grand patronat, les travailleurs doivent bâtir leur propre parti ; un parti qui rassemble les travailleurs conscients d'avoir à s'organiser et se battre, par-delà leurs différences, contre les attaques des capitalistes et pour les renverser.

Nathalie ARTHAUD

Budget : assurer la continuité de l'austérité



Le budget 2025 doit normalement être examiné par l'Assemblée à partir du 1er octobre. Habituellement, il est préparé en juin par le gouvernement, des lettres de cadrage définissant les plafonds de dépenses de chaque ministère sont envoyées mi-juillet.

Avec la dissolution et l'absence de nomination d'un gouvernement par Macron, c'est donc le gouvernement pourtant démissionnaire d'Attal

qui vient de s'en charger. Soucieux de plaire à l'électorat le plus antiouvrier, Lemaire, ex-ministre des Finances, a dégainé le premier en préconisant un budget d'austérité : des économies de cinq milliards d'euros directement sur le dos des plus pauvres. Il a proposé ni plus ni moins que le gel de toutes les pensions de retraite de l'État et des prestations sociales comme les APL

et l'allocation adulte handicapé, alors que les prix n'ont cessé d'augmenter. Attal, lui, n'a pas jugé utile de reprendre actuellement cette mesure provocante, mais il a proposé un budget égal à celui de l'an dernier, ce qui signifie aussi des dépenses de l'État qui baissent en valeur réelle en ne suivant pas la hausse des prix. Le prochain gouvernement pourra choisir l'une de ces propositions ou tout autre dispositif équivalent. Les ministres, mêmes déçus, continuent d'assurer le spectacle pendant que le transfert de richesse des travailleurs vers les possédants bat son plein.

Car derrière cette bouffonnerie, il y a ceux qui s'engraissent sur le budget : banquiers et fonds d'investissement sur le marché juteux de la dette, industriels de l'armement assurés des commandes inscrites dans la loi de programmation militaire et l'ensemble de la bourgeoisie qui touche cadeaux fiscaux et subventions sous les prétextes les plus variés. C'est ce qu'on appelle la « continuité de l'État ».

Coût de la vie : toujours plus cher !

La fin des vacances (pour ceux qui peuvent en prendre !) et la rentrée au travail ne signe pas la fin de la vie chère. Au contraire ! La taxe foncière va encore augmenter du fait d'une nouvelle imposition décidée par les collectivités de communes qui s'étaient abstenus de taxer les propriétaires de leurs habitations jusque là.

Les prix de l'alimentation ont eux bondi de 14,5 % en un an à La Réunion nous dit l'Insee et le coût de la rentrée universitaire va augmenter de 500 euros sur l'année a dénoncé l'Unef, le syndicat étudiant, étrange un peu plus les familles ouvrières aux salaires plafonnés depuis des années !

La vie chère, on sait qui la provoque : les capitalistes, les spécula-

teurs immobiliers et l'État qui, avec ses impôts injustes, saigne les malheureux, mais pas les riches !

Alors face à l'envolée des prix, la seule parade efficace ne peut être

que l'augmentation générale des salaires, des retraites et minima sociaux. Mais cela ne nous tombera pas du ciel, il ne pourra être obtenu que par l'action collective de tous les travailleurs !

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 6 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 7 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 8 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 28 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00

Mpox : le capitalisme propage l'épidémie

L'OMS a déclaré l'épidémie de Mpox « urgence sanitaire mondiale » mercredi 14 août, alors que le variant actuel circule depuis presque un an en République démocratique du Congo et a déjà fait officiellement 548 morts dont de nombreux enfants.

Un cas de Mpox, aussi appelée variole du singe, détecté en Suède jeudi 15 août a confirmé la possibilité d'une extension aux pays riches. En RDC, la maladie a été repérée en 1970 et, depuis, elle a fait en Afrique des victimes trop pauvres pour intéresser les laboratoires.

La propagation du variant actuel a, elle, été favorisée par la guerre qui ravage la RDC depuis 24 ans, car les habitants de cette région du Kivu, obligés de se réfugier dans la forêt pour échapper aux milices, de s'entasser dans des camps de réfugiés, se sont retrouvés davantage exposés. La maladie s'est étendue à douze autres pays africains.

En 2022, la menace de contaminations dans les pays riches et la perspective des profits avaient déjà poussé le laboratoire Bavarian Nordic à produire un vaccin. Les pays riches en ont acheté de grandes quantités.

Mais il n'y a aujourd'hui toujours



Arlette Bashizi Reuters

Patients attendant une consultation, dans le nord de Kivu, le 19 août

que 200 000 doses disponibles en Afrique, loin des 10 millions nécessaires, selon le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies. Le groupe Bavarian, dont le cours en Bourse a grimpé de 40 % ces derniers jours, assure être capable d'en produire 10 millions d'ici 2025. Elles sont à vendre mais les pays les plus touchés n'ont pas les moyens d'en acheter, réduits à faire appel à des dons.

Le gouvernement américain a annoncé l'envoi de 50 000 doses de

vaccins, la Commission européenne 215 000, mais on est loin du compte. Gabriel Attal a lui aussi promis des livraisons gratuites de vaccins, ajoutant avec un cynisme révélateur, que la priorité sanitaire était de « contenir le foyer épidémique en Afrique ».

En maintenant une grande partie de la planète dans le sous-développement, le système capitaliste empêche de lutter efficacement contre les épidémies qui, elles, ne connaissent pas de frontières.

Le virus ne connaît pas de frontières

L'épidémie de Mpox menace de s'étendre et d'abord dans les pays les plus pauvres d'Afrique. Mais, visiblement, les autorités sanitaires internationales craignent surtout qu'elle s'étende aux autres continents.

En France, les discours se succèdent pour rassurer la population. Gabriel Attal, faisant toujours fonction de Premier ministre, a annoncé l'ouverture de 232 centres de vaccination et déclaré que le système médical français était « en état de vigilance maximale ». Mais qu'est-ce que cela veut bien dire ?

« Nous sommes prêts à tester et à vacciner », a déclaré la directrice de l'Institut Pasteur. Le laboratoire danois Bavarian Nordic, qui fabrique le seul vaccin homologué en Europe et

aux États-Unis, a annoncé disposer de 500 000 doses en stock. Mais personne n'a l'air de savoir exactement de combien de doses de vaccins on dispose – l'information est d'ailleurs classée secret défense – ni de combien de médicaments pour soigner la maladie si elle se déclare en forme d'épidémie.

Les hôpitaux français, selon ce que dit leur porte-parole, sont prêts à accueillir tous les malades – futurs – de la Mpox. Que de belles paroles, alors que, de toutes parts, on trouve dans les journaux locaux et jusqu'aux médias nationaux le fait que, cet été, tant de services d'urgences n'arrivent plus à faire face et qu'il faut y attendre des heures pour être soignés. Et pratiquement partout, faute de

médecins et de personnel soignant, les hôpitaux continuent à fermer des lits dans bien des services.

Et qu'est ce qui nous garantit, si l'épidémie atteignait l'Europe, qu'on ne verrait pas les États riches se livrer entre eux à la même guerre qu'au moment de l'épidémie de Covid, pour se procurer, à coups de surenchères de prix et de coups bas, des masques et des vaccins ?

La société capitaliste est capable d'envoyer des engins de plus en plus sophistiqués dans l'Univers, d'utiliser l'intelligence artificielle pour accomplir des choses extraordinaires, mais elle est en fait démunie face aux besoins les plus simples et essentiels de l'humanité : assurer sa subsistance et sa santé.

La poliomyélite, conséquence de la catastrophe sanitaire

La semaine dernière, un cas de poliomyélite a été détecté dans la bande de Gaza, chez un enfant qui n'avait pas été vacciné.

Cette maladie est une des conséquences du manque d'accès à une eau propre et potable. Depuis des mois, de nombreux organismes humanitaires dénoncent les risques d'épidémies.

En effet, pour tenter d'échapper aux bombes, plus de deux millions de

déplacés s'entassent dans des camps de fortune où tout manque, électricité, eau potable, chauffage, nourriture, toilettes, médicaments... L'OMS estime que plus de 600 000 enfants de moins de dix ans n'ont pas reçu le vaccin contre la poliomyélite.

Avant le 7 octobre, des hôpitaux et des centres de soins, financés par des fonds humanitaires, permettaient aux habitants de Gaza de consulter un médecin et de se procurer des mé-

dicaments. Ce système de santé s'est totalement effondré.

Le risque de développement d'une épidémie de poliomyélite suscite de l'inquiétude en Israël car les virus ne s'arrêtent pas aux frontières. L'armée israélienne a entamé une campagne de vaccination de ses soldats. Les Palestiniens, eux, peuvent continuer de mourir.

Handicap : la lang Macron la poin lo zo !

Les jeux olympiques à peine terminés que les jeux para-olympiques ont pris le relais.

Une opportunité qu'a saisie Macron pour tenter de détourner l'attention de la population sur le bilan calamiteux de sa politique sociale.

À l'occasion de l'ouverture de ces jeux, il s'est félicité de leur bon déroulement en ajoutant que « *Nous qui avons vécu pendant plus de deux semaines dans un pays où on a eu le sentiment que l'air était plus léger (...)* On n'a pas envie que la vie reprenne ses droits ».

Il ne pouvait mieux dire, car la vie pour les personnes handicapées n'est

pas une partie de plaisir.

En matière de mobilité par exemple, à Paris où se déroulent ces jeux, seules 13 stations de métro sur 300 sont accessibles aux handicapés.

Quant à l'emploi des handicapés, il se heurte au refus d'un grand nombre de patrons de respecter l'obligation pour les entreprises de plus de 20 salariés de respecter le pourcentage minimum de 6 % d'embauche de travailleurs handicapés.

À La Réunion, en 2021, le taux d'emploi des personnes en situation de handicap n'était que de 3,56 % (source : ADAPEI).

Et combien de jeunes en âge

d'être scolarisés se voient fermer la porte des établissements scolaires pour cause de manque d'AESH ou d'infrastructures adaptées ?

Macron se gargarise des succès remportés par les athlètes français handicapés. Il est moins causant sur le sort réservé dans la société capitaliste à toutes celles et tous ceux, la majorité, qui se heurtent quotidiennement à l'inaccessibilité des locaux administratifs et des transports en commun, au manque d'aménagement des trottoirs, et à la pingrerie des capitalistes pour qui le handicap est un handicap à la réalisation de leurs profits !

Salazie : anarchie dans le ramassage scolaire

Dans cette commune, le marché du transport scolaire (collège) a été partagé par la Cirest entre les entreprises Mooland et Moutoussamy.

Mais dans les quartiers Bélier, Casabois, Grand Ilet et Mare à Martin, les collégiens sont obligés de prendre le bus à 6 h30 alors que collège Auguste Lacaussade, situé quelques kilomètres plus bas à Mare à Citron, n'ouvre qu'à 7h 50.

Résultat : les collégiens de ces quartiers arrivent vers 7h au collège obligeant le personnel du collège à prendre son service à cette heure pour éviter aux enfants de rester sans surveillance et hors du collège.

Par ailleurs, la rentrée 2024 s'étant faite avec de nouveaux chauffeurs, des problèmes de retard sont survenus pour les heures de départs

et d'arrivées.

Ainsi, le mardi 20 août (2ème jour de rentrée), les enfants de Casabois, Bélier et Grand Ilet sont arrivés chez eux vers 18 h 30 au lieu de 17h 10. Les parents n'ont pas été avertis de ces retards. Plusieurs versions circulent, mais il leur a été impossible de contacter la Cirest pour en connaître la véritable raison.

Lundi 26 août à Casabois, le bus est arrivé à 7h50, car le nouveau chauffeur n'a pas été informé qu'il devait se charger de transporter les élèves de ces 3 quartiers. Les collégiens sont donc restés sur la route à attendre leur transport depuis 6h30 dans le froid.

Enfin depuis cette rentrée, la Cirest demande désormais aux contrats aidés d'accompagner en plus les col-

légiens, car leur employeur a déclaré qu'en n'étant que sur les lignes des écoles primaires, ils étaient surpayés !

Le transport scolaire rapporte gros aux patrons du transport de personnes. Non contents de s'enrichir avec l'argent public ces derniers se révèlent incapables d'organiser le ramassage des élèves dans de bonnes conditions à cause de leur politique d'économies éhontées sur le dos de leurs salariés du fait de la complicité des dirigeants de l'intercommunalité.

Une mobilisation commune des parents et des chauffeurs de bus pourrait obliger ces exploiters à mettre enfin les moyens humains indispensables au ramassage des collégiens en temps et en heure !

Macron en Serbie, bon VRP de Dassault

Macron, le va-t-en guerre contre Poutine dans le conflit qui l'oppose à l'Ukraine, vient de se faire remarquer en se rendant en Serbie.

Il veut ménager le président de ce pays d'Europe centrale Alexander Vujic, qui navigue entre son désir de rallier l'Union européenne et celui de ne pas gâter ses relations économiques et historiques avec la

Russie, et surtout parvenir à lui placer une vingtaine d'avions Rafale pour un montant de 3 milliards d'euros !

Foin de la guerre en Ukraine et du casse tête national pour trouver un premier ministre !

Défendre avant tout les intérêts des capitalistes français, voilà la priorité du soldat Macron !



Station spatiale : astronautes en péril et big business

Partis début juin pour un séjour d'une semaine dans l'espace, deux astronautes sont coincés jusqu'à nouvel ordre dans la station spatiale internationale.

Ils étaient arrivés à bord d'une capsule de Boeing, dont c'était le premier vol habité. Plusieurs propulseurs sont tombés en panne, et s'ils ont finalement pu arriver à bon port, les ingénieurs de la NASA s'interrogent sur la capacité de ce véhicule à les ramener au sol en bon état.

Bien sûr, le vol spatial est toujours à risque, mais Boeing est mis en cause, comme dans l'affaire des avions 737 MAX, pour ses mensonges et ses défaillances en matière de sécurité. Le programme Starliner, pour lequel Boeing a déjà empoché 4

milliards de dollars, a pris cinq ans de retard, avec une série de défaillances. Le problème des fuites d'hélium sur les propulseurs, responsables de leur dysfonctionnement, était déjà connu, et par deux fois d'autres problèmes techniques avaient fait reporter le vol à la dernière minute alors que les astronautes étaient déjà installés au sommet de la fusée.

Entre missiles, gestion de sites nucléaires, avions de guerre ou sous-traitance pour la NASA, Boeing est habitué à puiser dans les caisses du Pentagone et à multiplier les dépassements de budget en toute opacité. Mais le groupe est aujourd'hui confronté dans le domaine spatial à la concurrence de nouveaux venus. La

NASA a incité les capitalistes de la Silicon Valley à lui fournir leurs services, et elle a financé l'ascension de SpaceX, l'entreprise d'Elon Musk.

Maintenant la NASA doit décider si les efforts de Boeing pour bricoler à distance sa capsule peuvent suffire à garantir la sécurité du vol retour, ou s'il faut que les astronautes attendent que SpaceX vienne les chercher en janvier prochain.

En tout cas, nul doute que si les travailleurs de SpaceX envoient une fusée qui sauve les astronautes, on entendra les défenseurs du capitalisme chanter la grandeur de leur patron, ce milliardaire mégalomane, et de la libre entreprise.

DANS LES ENTREPRISES

Dekra : grève pour les salaires

50 des 62 salariés des 20 centres de contrôle technique auto Dekra de La Réunion se sont mis en grève depuis lundi 26 août pour l'application de la convention collective nationale.

En effet si cette convention leur était appliquée, leurs salaires seraient d'emblée revus à la hausse. Un chef d'atelier payé 1900 euros brut à La Réunion verrait passer son salaire à 2500 euros. Les ouvriers des ateliers bénéficieraient aussi d'une prime d'ancienneté.

Lors des dernières NAO, la direction de Dekra Réunion a prétendu « perdre de l'argent » dans l'île. On se demande comment elle fait avec un chiffre d'affaire qui a augmenté en un an de 7 % et des tarifs de réparation qui ne cessent de grimper d'année en année !

Tout cela est cousu de fil blanc et les grévistes sont déterminés à ne pas s'en laisser compter, ils ont reconduit leur mouvement.

Dekra a les moyens de payer !

Dekra est une entreprise multinationale fondée en 1925 à Berlin sous le nom « Deutscher Kraftfahrzeug-Überwachungs-Verein » (qui signifie « Association allemande d'inspection des véhicules à moteur »).

Avec environ 45 000 employés et un chiffre d'affaires d'environ 3,1 milliards d'euros, Dekra est la troisième entreprise mondiale d'inspection de véhicules et de systèmes techniques, et leader sur le marché européen.

STOI : grève d'une semaine des chauffeurs de bus pour les salaires

Lundi 19 août, jour de reprise scolaire, des salariés de la Société de Transports de l'Océan Indien (STOI), opérant principalement dans l'est de l'île, se sont mis en grève.

Ils revendiquent à juste titre le paiement intégral de leurs heures travaillées, l'instauration d'un 13e mois, des primes spécifiques pour le travail les jours fériés, le dimanche et les nuits, l'entretien et le renouvellement du parc de bus.

Cette entreprise appartient à la bien connue famille Carpaye dont le dirigeant continue à mener d'une main de fer sa société, même si une interdiction de gérer a été prononcée par le tribunal à son encontre en 2019 pour cause de « perte de la condition d'honorabilité » indispensable pour exercer la fonction de gestionnaire de transport. Les salariés sont au Smic, certains depuis plus de vingt ans ! L'état des bus est déplorable, deux d'entre eux ont encore récemment pris feu sur la quatre-voies avec de nombreux passagers à bord qui n'ont eu la vie sauve que grâce aux bons réflexes des conducteurs qui les ont fait évacuer au plus vite.

Les pressions sont permanentes assorties de chantage au licenciement pour ceux qui réclament des augmentations de salaire.

Lundi 19 au soir, ainsi que les



Les grévistes, devant le siège de l'entreprise à Sainte-Anne, le 1er jour de grève

autres jours suivants de la semaine, les grévistes ont voté la reconduction de la grève. Ils se sont adressés aux conducteurs de bus de la STOI des gares de Saint-André et Saint-Denis, ainsi qu'aux usagers.

La grève ne s'est pas étendue malgré la sympathie manifestée par des conducteurs, notamment d'autres compagnies, et des voyageurs.

Mercredi 21, ils se sont rendus à la Région, le principal financeur des transports en commun de La Réunion, pour exiger de ses dirigeants qu'il impose aux patrons transporteurs comme conditions d'accès au marché des transports de per-

sonnes qu'ils respectent les dispositions de la convention collective. Ils ont reçu en retour un soutien de principe pour les prochaines négociations de marché, mais sans que rien ne change pour eux dans l'im-médiat !

Ne parvenant pas à étendre leur mouvement, les grévistes de la STOI ont décidé de reprendre le travail, tête haute, lundi 26 août, fiers d'avoir affiché publiquement leurs exigences d'être respectés dans leur travail, d'être rémunérés à un juste prix, et d'avoir ouvert la voie à de futures mobilisations plus massives !

SPL Estival : les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes

Tout ne roule pas pour les salariés de la SPL Estival, le réseau de transports de l'est.

Ce 28 août, le tribunal de commerce a prolongé de six mois la période « d'observation » de l'entreprise placée en redressement judiciaire depuis le 30 août 2023.

Ce délai supplémentaire est censé permettre à la SPL et la communauté des communes de l'est, la Cirest dont elle dépend, déponger sa dette estimée à 3 millions d'euros, héritage de la gestion catastrophique et de la gabegie de l'ancien PDG de

la SPL Estival, Ludovic Alamélou.

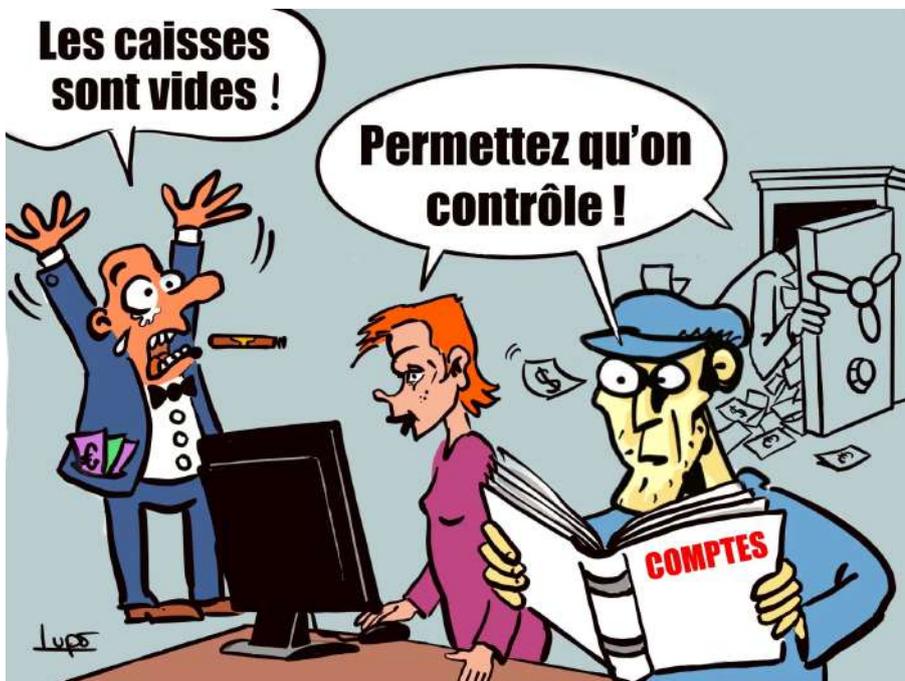
À la sortie du tribunal, le président de la Cirest, le maire de Saint-Benoît a confirmé qu'il ne mettra pas plus de 1,1 million d'euros sur la table alors que l'administrateur judiciaire demande le double.

Pour les représentants syndicaux « le compte n'y est pas » !

Selon eux, le plan de redressement présenté par les dirigeants de la SPL et de la Cirest, « n'est pas ambitieux ». Ils disent craindre que la SPL fonce droit dans le mur et vers la liquidation.

Pour la représentante du syndicat FO, « la confiance est rompue » avec la direction.

Pourquoi ne dit-elle pas plutôt que les syndicats ont trompé les travailleurs en leur vendant en pleine grève, en novembre 2023, un accord indigne avec la direction ? Baisse des salaires entre 50 et 450 euros, avec menace de licenciement en cas de refus de la part des salariés, c'est ce que payaient déjà les travailleurs pour la « confiance » que les syndicats accordaient à la direction de la SPL Estival et au président de la Cirest !



Et voilà que le tribunal et les directions respectives de la SPL et de la Cirest veulent imposer de nouveaux sacrifices aux salariés pour soi-disant sortir l'entreprise de ses difficultés fi-

nancières. L'administrateur judiciaire, va même jusqu'à dénoncer la décision de l'Inspection de travail de faire appliquer l'augmentation de l'indice salarial avec effet rétroactif

au 1er mai 2023 !

Les travailleurs de la SPL ont déjà beaucoup perdu pour avoir remis leur sort entre les mains de la justice, des patrons et des directions syndicales, en dehors de tout contrôle sur celles-ci.

Ils ne doivent compter que sur leurs propres forces et leur capacité à se mobiliser pour stopper net leur direction et la Cirest avec leurs plans pourris !

Les travailleurs d'Estival n'ont pas à faire les frais de la gestion calamiteuse de leur entreprise par leurs dirigeants. Ni leurs salaires, ni leurs effectifs ne doivent baisser, car il s'agit de leur seul gagne pain et de leurs conditions de travail, mais aussi des conditions dans lesquelles la population de l'est sera transportée. L'argent public doit donc, au contraire, garantir leurs emplois et leurs salaires !

DANS LE MONDE

GRÈCE

Incendies à répétition

Le grand incendie qui a ravagé la région d'Athènes pendant trois jours, de Marathon aux limites de la capitale, a détruit 10 000 hectares de forêts.

Une centaine de bâtiments, maisons ou entreprises, des centaines de véhicules ont été totalement brûlés et deux personnes ont perdu la vie, dont une ouvrière qui travaillait dans un hangar détruit par l'incendie. Plus de 650 personnes ont été relogées provisoirement dans des hôtels de la capitale, sans qu'elles sachent si elles pourront retourner chez elles ni à quelle date.

C'est le bilan, encore provisoire, d'un de ces grands feux qui se répètent maintenant chaque année et que le gouvernement impute essen-

tiellement au réchauffement climatique, pour camoufler ses responsabilités, les habitants étant restés livrés à eux-mêmes pendant des heures, tentant de protéger leurs maisons à l'aide de tuyaux d'arrosage, s'entraïdant entre voisins jusqu'à ce que la situation devienne intenable et que la fuite soit la seule solution, dans une atmosphère de panique et de colère.

Les commentaires ont fusé pour rappeler au Premier ministre l'insuffisance des moyens mis en œuvre, les appels tardifs aux renforts européens, les pompiers épuisés face à un feu qui a brûlé « sans être dérangé pendant dix à douze heures » avant l'arrivée de moyens substantiels, alors que le front s'était étendu sur 40 kilomètres et se propageait dans une zone

très urbanisée aux portes d'Athènes.

La presse de gauche a dénoncé le manque de pompiers professionnels. 3 000 postes seraient vacants selon Syriza, et 4 000 selon, le Parti communiste. Sont aussi pointés du doigt le manque de matériel, et surtout l'absence de mesures de prévention, d'entretien des zones forestières par le débroussaillage, et la création de coupe-feux. La plupart des municipalités qui en sont chargées n'en ont pas les moyens financiers.

Le gouvernement se vante d'avoir augmenté son budget consacré à la lutte contre les incendies, dont 80 millions d'euros dans le nettoyage des espaces forestiers : à comparer aux milliards engloutis dans l'achat de Rafale et de frégates.

La guerre s'étend en Russie

Depuis trois semaines, des troupes ukrainiennes ont pénétré dans la région de Koursk, s'y sont emparées de localités et ont fait sauter des objectifs stratégiques. Cela sans que le Kremlin ait pu les en empêcher ni les refouler.

Après plus d'un an que les troupes de Poutine progressent en territoire ukrainien, l'offensive sur Koursk arrange bien les choses pour Kiev. Face à une opinion publique de plus en plus réservée, sinon hostile à une guerre dont elle ne voit pas la fin, et face à ses soutiens de l'OTAN qui voudraient que des négociations s'ouvrent avec Moscou, Zelensky affiche enfin un succès qui, espère-t-il, le place en meilleure position de ce double point de vue.

Depuis le début de cette guerre, Poutine se targue d'assurer la sécurité

des Russes, y compris hors des frontières. Or, là, à Koursk, il en a été incapable, en Russie même, et il lui a fallu évacuer des dizaines de milliers de civils.

En outre, des familles, puis des médias ont fait état de la capture de conscrits russes à cette occasion. Au vu et au su de tous, cela dément donc Poutine qui, pour rassurer la population, répète qu'il refuse d'affecter des conscrits à son « opération spéciale » en Ukraine. Quant à l'incapacité de l'état-major russe à contre-attaquer, même en envoyant à Koursk des combattants prélevés sur des navires de guerre et des bases en Extrême-Orient, elle donne à penser que le Kremlin n'a pas de réserve pour tenir le front.

De là à en conclure qu'il pourrait procéder à une mobilisation à brève

échéance, plus vaste que celle dite partielle de septembre 2022, il n'y a pas loin. Cela répondrait à des motifs stratégiques – garder l'avantage sur le terrain alors que Kiev et ses parrains de l'OTAN ont accepté le principe de négociations avec Moscou – mais aussi à des soucis de politique intérieure.

En effet, même dans des secteurs des classes populaires qui soutenaient Poutine, si l'affaire de Koursk pousse certains dans un sens chauvin et belliciste, d'autres se mettent à critiquer Poutine et les fruits pourris de sa politique. Cela fera peut-être l'affaire de rivaux potentiels de Poutine dans les sommets de la bureaucratie. Mais peut-être aussi des travailleurs profiteront de l'affaiblissement de Poutine pour discuter de leurs intérêts.

GRANDE-BRETAGNE

Manifestations contre l'extrême droite

Samedi 10 août, des dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans les rues d'une quarantaine de villes de Grande Bretagne pour protester contre les violences xénophobes de la semaine précédente et affirmer « Bienvenue aux réfugiés ! » ou encore « Non au racisme ! Non au fascisme ! ».

L'étendue de cette mobilisation a été bien supérieure à celle des émeutes des 3 et 4 août. Ce succès a pu reconforter tous ceux qui ne veulent pas laisser sévir les suprémacistes blancs et leurs troupes sans répliquer. Dès leurs premières exactions, des contre-manifestations avaient eu lieu et dès le lendemain des émeutes, des riverains étaient venus aider les habitants des quartiers immigrés touchés par des saccages. Au soir du mercredi 7 août, suite à la

publication d'une liste de cibles potentielles, parmi lesquelles des mosquées et des centres d'hébergement de demandeurs d'asile, des milliers de personnes s'étaient déjà retrouvées aux abords des lieux menacés. Toute une fraction de la jeunesse et de la classe ouvrière, musulmane ou non, refuse donc visiblement le poison de la division que tente de répandre l'extrême droite.

Si cette réaction est salutaire, seuls les plus naïfs peuvent s'imaginer que l'extrême droite va s'arrêter là. Certes, le gouvernement se vante d'avoir déjà fait arrêter près de 800 individus et d'en avoir fait condamner plus de 350. Mais après une décennie de relative discrétion, les apprentis nazis de Grande-Bretagne peuvent déjà se réjouir, malgré leurs effectifs minimes et leur structuration lâche, d'avoir rallié, via les réseaux

sociaux, une foule de jeunes n'ayant rien à perdre et prêts à en découdre. Ils pensent que la crise, en s'approfondissant, peut leur offrir un large terrain de recrutement.

Surtout, la classe politique, à droite comme à gauche, a fait sien depuis longtemps l'idée que l'immigration est un problème. Farage, le chef de Reform UK, et les figures de proue conservatrices passent leur temps à reprocher au gouvernement travailliste son « laxisme » envers les sans-papiers, contre toute évidence puisque Starmer est hostile à la libre circulation.

Face à la démagogie des politiciens et à la montée de l'extrême droite, ces manifestations sont un encouragement contre tous les aspects de la crise de la société capitaliste.

Enfermement des femmes et hypocrisie des pays impérialistes

Le 22 août dernier, une nouvelle loi a été promulguée par le régime taliban en Afghanistan pour « promouvoir la vertu et prévenir le vice » dans la population. 35 articles qui interdisent aux femmes de se maquiller ou de se parfumer. Elles ne peuvent pas faire entendre leur voix en public, et doivent se couvrir complètement le corps en présence d'un homme n'étant pas leur mari. L'ONU a dénoncé un « apartheid de genre » et s'est dite « préoccupée » par cette nouvelle loi. Cette nouvelle loi inique

s'ajoute à toutes celles prises par les Talibans pour réduire les femmes au silence, en les enfermant chez elles, en leur interdisant d'exercer un métier, en réduisant les jeunes filles à l'ignorance en leur fermant les portes des écoles.

Cependant, les Talibans qui condamnent la moitié féminine de la population afghane à l'invisibilité et à la déshumanisation bénéficient du soutien financier du gouvernement américain qui leur verse chaque année 20 milliards d'euros pour leur

permettre de se maintenir au pouvoir, malgré les sanctions économiques dont ils sont l'objet de la part des pays occidentaux. Et c'est l'ONU qui sert au gouvernement américain de transporteur de fonds !

La bourgeoisie américaine montre ainsi qu'elle est prête à fermer les yeux sur l'emmurement de 20 millions d'Afghanes pour peu que soit préservée dans cette région d'Asie une certaine stabilité politique et ses intérêts sonnants et rébuchants.

ALGÉRIE

Élection présidentielle sur fond de mécontentement social

En Algérie, à l'élection présidentielle du 7 septembre, alors que l'espace politique est verrouillé, Abdelmadjid Tebboune semble assuré de sa réélection. Pour les travailleurs et les classes populaires, préoccupés de la détérioration de leurs conditions d'existence, le scrutin apparaît sans enjeu.

Des candidats qui auraient pu cristalliser une critique du régime, même minime, ne seront pas sur la ligne de départ. Louisa Hanoune, du Parti des Travailleurs, qui affirme avoir subi des entraves, et l'avocate Zoubida Assoul, connue pour la défense des détenus d'opinion, n'ont pas réussi à collecter les 600 signatures d'élus ou celles de 50 000 citoyens. Trois autres candidats, qui disent avoir déposé des dossiers complets sont accusés d'avoir acheté des parrainages d'élus et ont été placés sous contrôle judiciaire.

Face au président sortant, seuls deux candidats ont été validés, l'islamiste Abdelali Hassani Cherif du Mouvement de la société pour la paix (MSP) et Youcef Aouchiche pour le Front des forces socialistes (FFS). Leur présence permet à Abdelmadjid Tebboune de présenter cette élection

comme « démocratique, loyale et ouverte ». Le président dispose du soutien de l'armée, des confréries religieuses, de l'organisation patronale CREA (Conseil du renouveau économique algérien) et de celui de l'Union générale des travailleurs algériens qui, à l'occasion du 1er mai, a qualifié Tebboune de premier syndicaliste du pays.

Bien des travailleurs font le constat que dans l'Algérie nouvelle que Tebboune prétend bâtir, la vie est plus difficile et qu'il y a encore moins de liberté que sous Bouteflika, l'ancien président chassé par le Hirak, le long mouvement de protestation et de manifestations hebdomadaires des années 2019-2021. Les libertés d'expression, de réunion et de manifestation ont été muselées, le droit de grève et le droit syndical ont été attaqués.

Tebboune se vante d'avoir augmenté le salaire minimum à 20 000 dinars (130 euros), mais avec un tel salaire, pour acheter un peu plus d'un kilo de poulet et un kilo de haricots, il faut une journée de travail ! Il se réjouit que le pays n'ait pas de dette, mais pour soigner un de leurs proches de nombreuses familles

n'ont pas d'autre choix que de s'endetter. Condamnée à un chômage de masse, une fraction de la jeunesse ne songe qu'à quitter le pays par tous les moyens.

Les trois candidats, qui promettent la justice sociale, en appellent à l'unité nationale derrière le futur gouvernement, mais leur patriotisme économique et leur nationalisme visent à mettre au pas les travailleurs pour mieux les exploiter. Les travailleurs n'ont rien à attendre de cette élection jouée d'avance. Pour améliorer leur sort, ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, leur conscience, leur organisation et leur mobilisation.



Sur les marchés, les prix augmentent

OUGANDA

Les morts du retraitement des déchets

À Kampala, capitale de l'Ouganda, plusieurs dizaines de personnes sont mortes ensevelies dans l'effondrement d'une partie de la principale décharge de la ville.

Cet effondrement s'est produit samedi 10 août au matin à la suite de très fortes pluies. Le bilan officiel est de 34 morts et plusieurs dizaines de disparus. Les habitants évaluent le bilan réel à une centaine de morts.

Dans la décharge de Kiteezi, l'une

des plus grandes d'Afrique, les déchets accumulés forment une montagne haute de plusieurs dizaines de mètres. Plus d'un millier de personnes, dont 80 % de femmes, essayent d'y gagner leur vie en collectant et triant des déchets pour les revendre à des intermédiaires qui les emporteront jusqu'à des centres de récupération et de recyclage. Cela leur permet de toucher l'équivalent de 2 à 3 dollars par jour. Les

accidents sont réguliers, car les amoncellements de déchets sont instables.

Après la catastrophe, le président ougandais Yoweri Museveni, au pouvoir depuis 1986, a ordonné l'évacuation et la destruction des habitations construites autour de la décharge. Quant à savoir où devraient aller les travailleuses et travailleurs qui y vivent, ce n'est pas son problème.

GUYANE

Solidarité avec les réfugiés de Baduel



France Guyane

Depuis l'incendie du quartier informel de Baduel, le 27 juillet, plus de 900 personnes étaient logées dans trois gymnases des collèges de Cayenne.

Les autorités avaient précisé que cet hébergement ne valait que jusqu'au 15 août. En fait, dès le 12 août, la police a fait évacuer l'un des gymnases.

Cela a provoqué une grande émotion parmi les réfugiés, leurs proches, et bien au-delà dans la population. Dans les 24 heures, tous les médias ont fait leur une sur la désespérance de ces gens qui, non seulement avaient tout perdu dans l'incendie,

mais étaient poussés à la rue.

La solidarité entre travailleurs et pauvres s'est manifestée, en particulier dans la communauté haïtienne, dont la majorité des rescapés de Baduel sont originaires. Des associations ont organisé des dons de vêtements, de nourriture, de médicaments, etc.

En raison de l'opposition à l'évacuation du gymnase Kapel, les deux autres gymnases n'ont pas été évacués à la date butoir du 15 août. L'État a donc suspendu ses opérations de police révoltantes... mais jusqu'à quand ?

Les politiciens locaux se sont em-

parés de cette affaire et ont interpellé le gouvernement pour donner l'impression qu'ils se préoccupent des plus pauvres. Le représentant de l'État a répondu qu'il « s'orienterait sur des solutions d'habitat sous forme modulaire ». Bref, du blabla et rien de concret.

Les réfugiés de Baduel n'ont rien à attendre des promesses de l'État ni des gesticulations des autorités locales. Ils ne peuvent compter que sur la solidarité de leurs semblables et sur leurs luttes, avec l'ensemble des travailleurs de Guyane, pour imposer des conditions de vie dignes pour tou

Offensive générale contre les travailleurs

Plus de trois mois après le début de la révolte des Kanaks contre le projet de loi modifiant le corps électoral calédonien, la mobilisation continue, tout comme la répression des troupes mobilisées par l'État français et qui ont fait mi-août un onzième mort.

La mobilisation, très forte en mai dans les zones urbaines, s'est depuis déplacée dans l'intérieur du pays. Des routes y sont régulièrement coupées, et des jeunes et des militants s'y affrontent à la gendarmerie. Le dégel du corps électoral, qui rendrait les Kanaks encore plus minoritaires sur leur propre sol, et qui les a mobilisés, n'est toujours pas officiellement abandonné. A cette revendication s'ajoute maintenant celle de la libération des prisonniers détenus en France, les dirigeants de la CCAT qui avaient organisé le début de la mobilisation et que l'État français, dans son plus pur style colonial, a déportés fin juin.

Le 15 août, un homme, le onzième, a été tué lors d'affrontements sur un barrage à Thio, dans l'est de Grande-Terre, et un autre y a été grièvement blessé. L'État français impose toujours le couvre-feu de 22h à 5h et quadrille le terrain pour multiplier les contrôles, verrouillant certaines routes.

Le patronat fait maintenant campagne sur les « dégâts » des émeutes, annonçant une facture de 2,2 milliards d'euros, le risque d'un effondrement économique voire d'émeutes de la faim. Le gouvernement a déjà versé 300 millions mais le patronat fait pression pour en avoir plus et plus vite. Ce sont les travailleurs, les retraités, les jeunes qui payent le prix le plus fort de cette crise dont est responsable le gouvernement français. 25 000 des 68 000 travailleurs du secteur privé seraient au chômage partiel. Selon l'institut qui mesure les prix sur l'archipel, les prix alimentaires ont augmenté de

près de 7 % en juin, pesant d'autant plus sur les familles aux revenus les plus modestes. La direction des affaires économiques du gouvernement a affirmé que « certains commerçants profitaient des circonstances pour augmenter de manière exagérée les prix ». Par ailleurs, les élus indépendantistes et anti-indépendantistes ont décidé d'un commun accord que les retraités de la fonction territoriale verraient leurs pensions amputées de 3 % et l'âge de départ repoussé de 60 à 62 ans et l'aide médicale dans la province Sud, la province gérée par les anti-indépendantistes, est remise en cause.

A ces attaques anti-ouvrières, s'ajoutent celles dans le secteur du nickel, dont la production mobilise un emploi calédonien sur quatre. L'usine KNS, celle du Nord, où les Kanaks sont majoritaires, va licencier fin août 1200 travailleurs qui iront rejoindre au chômage les 600 sous-traitants qui y sont déjà. Pour se retirer, Glencore, copropriétaire avec la province Nord de l'usine, dit que

le site n'a jamais été rentable. Les travailleurs n'ont aucune raison de croire Glencore, connu sur la planète comme un capitaliste des plus voraces et sans scrupule. Sans compter que les investissements n'ont pas été perdus pour le monde et que l'État français a toujours soutenu, à coups de plans de centaines de millions d'euros, la filière nickel.

En Nouvelle-Calédonie, oppression coloniale et exploitation capitaliste se combinent. Les travailleurs ont seuls les moyens d'en finir avec tout cela, en prenant la société en mains.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier
Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282



Réservez vos places dès maintenant auprès de nos militants !

Tarif : 25 €